

citoyens du Canada seront en mesure de juger mon collègue, le ministre des Finances, et la façon dont il administre ce domaine en particulier, si, au mois de mars prochain, ou peu après, il se présente devant la Chambre, et, en l'absence de toute circonstance extraordinaire, pour admettre qu'il lui faut emprunter des sommes supérieures à celles qu'il réclame à l'heure actuelle. En d'autres mots, si le pouvoir d'emprunt demandé est supérieur à celui demandé aujourd'hui, et les circonstances étant ordinaires à ce moment-là, alors, le ministre des Finances devra admettre devant la Chambre qu'il aura échoué dans son mandat. Mais je ne pense pas qu'il le fera.

Je pense que les Canadiens se sont rendu compte que le gouvernement précédent avait laissé les dépenses augmenter à un rythme effréné et ont dit au nouveau gouvernement: «Voilà la première chose que vous devrez faire.» Les gens raisonnables diront: «Nous vous accorderons un certain temps pour le faire». C'est l'année prochaine que nous ferons nos preuves, lorsque l'autorisation que nous accorde le bill à l'étude viendra à expiration. Ce bill a une portée très limitée et ne couvre pas tous les secteurs économiques.

J'aimerais que le Nouveau parti démocratique vienne nous dire combien nous devrions emprunter. Bien sûr, il voudra emprunter peut-être 20 milliards, 30 milliards ou 40 milliards pour mettre en œuvre certains de ses programmes les plus déraisonnables. Pas question, monsieur l'Orateur.

Je recommande aux députés d'accepter ce bill. Il sera renvoyé au comité où les députés pourront interroger davantage le ministre des Finances et ses adjoints. Ensuite, il reviendra à la Chambre. Cependant, nous avons besoin et je demande donc aux députés de l'accepter en toute impartialité. Nous ne tenons pas à passer en revue tout ce qui a été dit ou pas dit au cours de la campagne électorale. L'ancien ministre des Finances, le député de Saint-Maurice (M. Chrétien) et moi-même avons croisé verbalement le fer plusieurs fois ici même. Il sait que je savais ce qu'il essayait de faire. Parfois, je l'ai pris en défaut, mais il sait que ce que j'ai dit cet après-midi est parfaitement exact.

Comme c'est un bon Canadien, je suis sûr qu'il voudra unir ses efforts aux nôtres pour régler ce problème. Il sait que le problème existait au moment des élections. Malheureusement, il a rapidement pris trop d'ampleur et a complètement échappé au contrôle du gouvernement précédent. Je recommande ce bill aux députés et leur demande de voter affirmativement.

**L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention d'être très long, car je sais quels problèmes le ministre des Finances (M. Crosbie) doit affronter. J'ai connu la même expérience lorsque ces mesures d'emprunt n'étaient que des postes du budget et que nous n'avions pas à présenter des bills en bonne et due forme et tout ce qui s'ensuit. J'ai dû siéger pour rien pendant des jours et des jours à la Chambre à écouter des prophètes de malheur. Je n'ai donc pas l'intention de faire de même. Je voudrais seulement présenter quelques arguments qui, à mon avis, ont de l'importance à l'heure actuelle.

Le ministre sait que j'ai beaucoup de sympathie pour lui, parce que moi aussi j'ai été ministre des Finances dans des temps difficiles. Je pense qu'il faut s'amuser de temps en temps, mais je n'ai pas trouvé trop amusant cet après-midi que le ministre des Finances prenne ce problème à la légère et essaie de trouver une situation très difficile en plaisanterie. Je

### *Pouvoir d'emprunt*

pense que s'il essaie de plaisanter avec les problèmes qui se posent dans le pays présentement, il n'avancera à rien.

J'aimerais signaler quelques points qui m'inquiètent très vivement. Lorsque quelqu'un est sous tension, comme l'est le ministre des Finances en ce moment, je pense qu'il est très important de pouvoir compter sur tous les appuis possibles. Je le trouve bien à plaindre dans la situation actuelle, car pour stabiliser l'économie canadienne il nous faut faire confiance à notre ministre des Finances.

Alors que le dollar canadien subit encore de très fortes pressions, le gouvernement doit affronter plusieurs problèmes. Ils ont prononcé de beaux discours au cours de l'été, notamment le président du Conseil du Trésor (M. Stevens), disant qu'ils prendraient en main les dépenses, etc. Nous voyons maintenant, après quelques mois seulement, qu'il a dû reconnaître, ce qu'il a fait la semaine dernière, s'être trompé dans ses prédictions du mois d'août. Deux mois après, il doit reconnaître s'être trompé de 500 millions de dollars dans ses prédictions du mois d'août. Il m'a vertement fustigé lorsque j'éprouvais les mêmes difficultés. Je pense bien que, dans ces circonstances, le ministre des Finances est bien obligé de faire des discours comiques.

Tout le monde sait dans le milieu des affaires que le ministre des Finances voulait garder son sous-ministre, parce que Bill Hood est un homme compétent. Je sais ce que le ministre a dit, le printemps dernier, alors qu'il était membre du comité, après que le premier ministre eut nommé M. Hood sur ma recommandation. Il a dit, devant moi, à M. Hood qu'il était très compétent, et que s'il y avait un changement de gouvernement au cours des prochains mois, le nouveau ministre des Finances lui rendrait la vie plus facile. La première chose que M. Hood a appris du premier ministre (M. Clark) a été qu'il était congédié à l'encontre des désirs du ministre des Finances. Je n'ai jamais rien vu de pareil et je le regrette infiniment pour l'actuel ministre des Finances.

● (1640)

Comme je le signalais à la Chambre l'autre jour, un autre problème me préoccupe actuellement et c'est le sort qui est réservé au gouverneur de la Banque du Canada. Le ministre des Finances a pris un certain temps à comprendre qu'en définitive il était responsable de la politique du taux d'escompte et qu'il ne pouvait rejeter sa responsabilité sur le gouverneur de la Banque, car depuis l'affaire Coyne, il a été nettement établi que le ministre des Finances doit à la fin assumer la responsabilité.

J'ai été ministre des Finances et je n'ai jamais tenté de me soustraire à mes responsabilités. Je sais qu'il est peu agréable pour un ministre des Finances d'accepter la recommandation de hausser le taux d'intérêt. Ce n'est guère amusant, mais très souvent nous ne pouvons faire autrement parce que nous ne pouvons guère recourir à d'autres solutions meilleures. J'ai été heureux d'entendre le ministre des Finances déclarer qu'il faisait entièrement confiance au gouverneur de la Banque. Il devrait en être ainsi parce que le ministre des Finances a l'entière responsabilité. Toutefois, quand on examine la situation, on entend certaines rumeurs sur la place du marché, selon lesquelles le gouvernement projette de remplacer le gouverneur de la Banque.